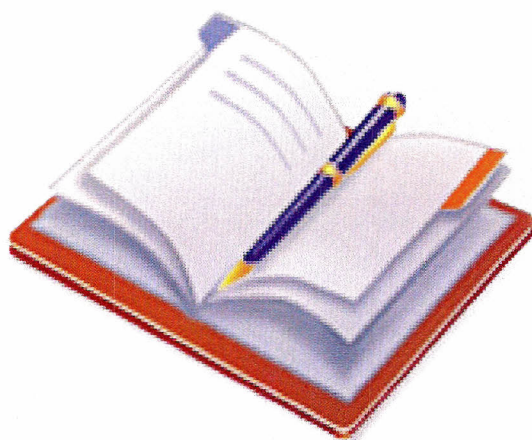


Le Guide de l'administrateur

Tome 1



Steve Leblanc

Janvier 2008

Seconde édition, révisée et améliorée



Les Éditions communautaires et populaires

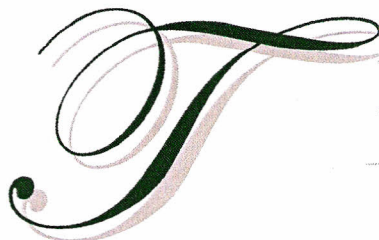


Table des matières

AVERTISSEMENT	4
----------------------------	----------

INTRODUCTION.....	5
--------------------------	----------

NOTIONS GÉNÉRALES

LA LOI ET LA CORPORATION SANS BUT LUCRATIF AU QUÉBEC	7
---	----------

Vous pouvez réglementer autrement...mais qu'à certaines conditions

L'importance du respect des niveaux d'autorité

PARTIE 1

L'ASSEMBLÉE DES MEMBRES

- Comment procéder en l'absence du président d'assemblée ou du Conseil, si les règlements stipulent qu'il s'agit du président de la corporation qui doit assumer cette fonction et que ce dernier est absent? 10
- Le président d'assemblée peut-il avoir recours à un second droit de vote en cas d'égalité? 11
- Faut-il que la personne proposant l'adoption d'un procès-verbal ait été présente à la dite assemblée? 12
- Quel est le seuil minimum requis qui permet aux membres d'obtenir une assemblée générale spéciale? 13
- Faut-il une résolution pour lever l'assemblée lorsque les points à l'ordre du jour sont épuisés et faut-il que cette résolution soit appuyée s'il y a des points qui sont reportés? 14
- Le vote par procuration est-il légal? 15

PARTIE 2

LE QUORUM

- Quel est le nombre minimal de personnes qui doivent être présentes pour qu'une assemblée puisse légalement délibérer?..... 18
- Le conseil d'administration peut-il se réunir et procéder légalement sans avoir obtenu le quorum? 19
Acte conservatoire
Acte de célérité
- En séance de conseil d'administration, le quorum est-il brisé par les abstentions lors d'un vote ?..... 20
- Le quorum doit-il être maintenu tout au long de l'assemblée ?..... 22
- Y a-t-il un recours contre une décision prise en assemblée générale où il n'y a pas eu de quorum? 23

PARTIE 3

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Qui peut siéger à titre d'administrateur?..... 25
- De quelle manière peut prendre fin votre mandat d'administrateur?..... 26
- Quelles règles régissent le fait de combler une vacance au conseil d'administration? 27
- La ratification des actes des administrateurs est-elle obligatoire? 29
- La nomination d'un vérificateur comptable est-elle obligatoire? 30
- À la demande d'un membre, devez-vous montrer tous vos livres et registres?..... 31
- Le procès-verbal, est-ce un document public? Qui peut le consulter? 33
- Pour une raison quelconque, l'élection des administrateurs à l'assemblée des membres est reportée, demeurez-vous imputable? 34
- Quand entre en vigueur une modification faite aux règlements généraux et aux lettres patentes? 35
- Comment procéder pour apporter une modification aux lettres patentes? 36

• Le conseil d'administration est-il souverain? Et qu'en est-il du réel pouvoir des membres ?	38
• Les séances du conseil d'administration sont-elles de nature publique?	39
• Qui peut faire des propositions et les appuyer, et qui peut voter?	40
• Vous avez besoin d'une résolution de votre conseil d'administration, mais aucune réunion n'est prévue à court terme, que faire?	41
• Le nombre d'administrateurs au sein du conseil d'administration est-il fixe ou variable?	43
• Le conseil d'administration a-t-il le pouvoir de destituer l'un de ses administrateurs? ...	44

PARTIE 4

DEVOIRS GÉNÉRAUX ET RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS

1. La responsabilité des administrateurs et les situations qui engagent votre responsabilité	46
2. Les protections prévues dans la loi	52
3. L'assurance responsabilité	54
4. Liste des précautions visant à réduire la responsabilité des administrateurs	56

BIBLIOGRAPHIE.....	60
---------------------------	-----------



vertissement

Le lecteur doit traiter et utiliser chacune des informations retrouvées au sein du présent ouvrage avec diligence et prudence, et ne pas en faire une doctrine. Il ne s'agit nullement d'un ouvrage de droit. Aucun des énoncés avancés ne peut être interprété comme ayant et faisant force de loi. Lorsque le contexte s'y prête, les informations, interprétations et propos amenés par le rédacteur et les tiers ayant participé à la recherche et à la conception de ce guide ne le sont qu'à titre indicatif seulement, et n'entraîne que leur propre avis, qui ne se veut en aucun temps être un avis légal. Seuls les juristes sont légalement habilités à interpréter la législation et les articles de loi qui la compose.

Les extraits mentionnés provenant de Monsieur Roméo Malenfant et du Bulletin « La Gouvernance et vous » sont utilisés avec l'autorisation de l'éditeur et de l'auteur. Il en est de même des extraits tirés des ouvrages « *La corporation sans but lucratif au Québec* » et de « *Administrateurs de corporations sans but lucratif : Le Guide de vos droits, devoirs et responsabilités* » rédigés par Maître Paul Martel.

Le Regroupement d'Organismes de Promotion pour Personnes Handicapées - région Mauricie (regroupement Mauricie), remercie sincèrement ces auteurs pour avoir accepté de partager, dans le cadre du présent document, leur propriété intellectuelle. Le lecteur désirant en connaître davantage et approfondir ses connaissances sur les règles régissant les corporations sans but lucratif au Québec et leur gouvernance est prié de consulter les dits ouvrages présentés à la bibliographie.

Steve Leblanc
Directeur



Introduction

À l'été 2003, suite à la réception d'interrogations de nature légale transmises par certains groupes-membres, le Regroupement d'Organismes de Promotion pour Personnes Handicapées – région Mauricie retenait les services d'une étudiante en droit, soit madame Annick Verner. Son mandat de recherche consistait à apporter des réponses claires et précises aux nombreuses questions régissant les assemblées et leur déroulement. Cette recherche venait appuyer les démarches précédentes effectuées, au fil des années, par le Regroupement Mauricie auprès de différents juristes (dispensations de formations traitant des aspects légaux des organismes sans but lucratif au Québec, rédaction d'avis juridiques, mandats de recherche et autres).

Le présent guide englobe donc l'ensemble des informations obtenues et met en perspective de manière détaillée, tout en n'étant pas exhaustif, des réponses aux questions les plus courantes en lien avec les devoirs et responsabilités des membres et des administrateurs de corporations sans but lucratif au Québec et fait un survol des mesures et protections existantes. Ce guide se veut être un outil de référence pour tous ceux et celles qui, un jour ou l'autre, sont confrontés dans le cadre de leur fonction de dirigeants ou d'administrateurs, à une situation ambiguë et demandant un certain éclairage.

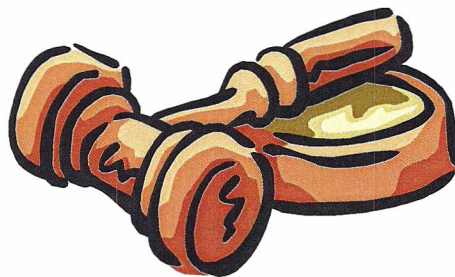
Espérant que cet ouvrage puisse vous accompagner dans le cadre de votre travail ou de votre implication bénévole, et qu'il puisse s'avérer utile.

Bonne lecture !

Caroline Boucher
Présidente

NOTIONS GÉNÉRALES

La loi et la corporation sans but lucratif au Québec





La loi et la corporation sans but lucratif au Québec

Vous pouvez réglementer autrement... mais qu'à certaines conditions

Chaque organisme incorporé provincialement au Québec (charte provinciale) est régi par la ***Loi sur les compagnies du Québec, partie III***. De même, différentes lois lui sont applicables, notamment la ***Loi sur la publicité légale des entreprises***.

L'organisme doit aussi se soumettre aux lettres patentes et aux règlements généraux. **Toutefois, les règlements demeurent toujours soumis au respect de la loi et de l'ordre public.**

Le Code civil établit quant à lui des règles générales de fonctionnement à son chapitre sur les personnes morales, et lorsque les règlements et la loi sont muets sur une procédure à suivre, ses principes doivent être appliqués. C'est ce qu'on appelle **un droit supplétif, qui vient compléter les dispositions de la loi et des règlements**. Ainsi, le code civil vous donne des modes de fonctionnement, qui vont de paire avec la loi et les règlements, **mais il vous est possible de réglementer autrement, du moment que vous respectez aussi la loi et les règlements et que les droits des membres sont préservés.**

Le Code civil renferme des principes qu'on dit aussi d'ordre public, c'est-à-dire des principes auxquels il est impossible d'y déroger, par aucune convention particulière. **Si on décidait d'y déroger, l'acte contraire à l'ordre public serait nul de nullité absolue** (sans effet à l'égard de tous et pourrait être soulevé et voir contesté par un membre ou un juriste). Ces principes d'ordre public sont établis dans le but de protéger les droits de chacun, et c'est pourquoi il est interdit d'y déroger.

L'importance du respect des niveaux d'autorité

1.

Loi sur les compagnies du Québec – Partie III

 ↔

Chaque organisme est régi par la loi constitutive et a le devoir de s'y conformer, ce qui est aussi vrai pour les chartes des droits et libertés.

2.

Autres lois

Loi sur la publicité légale des entreprises – Loi sur les valeurs mobilières – Loi sur les normes du travail – etc...

 ↔

*Une fois constituée sous la 3^e partie de la **Loi sur les compagnies**, l'organisme est régi par différentes autres lois applicables qu'il faut respecter.*

3.

Lettres patentes (charte)

 ↔

Elles représentent l'acte de naissance de l'organisme. Elles contiennent les règles fondamentales qui régissent les intérêts des membres.

4.

Règlements généraux

 ↔

Les règlements généraux ont force de loi et régissent l'organisme, à moins que les lettres patentes ou la loi traitent de la question concernée.

5.

Code de procédure (Ex. : Code Morin)

 ↔

Ce sont les règles (fixées par l'organisme selon le code de procédure retenu et non par la loi) qui déterminent la procédure employée en assemblée délibérante et lors de la tenue d'une séance du conseil d'administration. Ces règles assurent un certain décorum et favorisent le bon ordre et l'efficacité dans les discussions et dans les prises de décision.

RAPPEL

Les règlements et lettres patentes de la corporation doivent se conformer à la loi constitutive, de même qu'aux règles de droit public dictées par le Code civil du Québec. La corporation se doit de respecter ses règlements et ses lettres patentes, et se conformer au Code civil, s'il y a lieu de les compléter. Il est possible de réglementer différemment, mais ceci doit se faire dans le respect de la loi et de manière à ne pas nuire aux droits des membres. Le code civil est clair sur cette question, la corporation peut « pour la régie de sa discipline intérieure et la conduite de ses procédés » créer des règlements internes qui respectent le droit des membres et favorise l'actualisation de la mission.